

ARCHIVES NATIONALES

Rapport d'activités 2019



© F. Maltese

UN NOUVEAU BÂTIMENT POUR LES ARCHIVES NATIONALES

Aujourd'hui, la croissance exponentielle des archives de notre société moderne constitue, plus que jamais, un défi de taille. La fondation de *uni.lu* en 2003 et du *Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH)* en 2017 a entraîné une demande et un intérêt grandissants de la part des historiens pour les fonds conservés aux Archives nationales et plus particulièrement des fonds contemporains. Les demandes de consultation sont en accroissement constant et les sollicitations envers les collaborateurs des Archives nationales accusent des augmentations significatives. Afin de répondre à ces défis, mais aussi aux missions et obligations attribuées par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales (ANLux) est incontournable.

Lors de sa réunion du 27 mai 2016, le Conseil de Gouvernement a décidé :

- d'inscrire le projet de construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales sur la liste des grands projets d'infrastructures à soumettre à la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire,
- d'autoriser le Fonds Belval à entamer les études d'APS et d'APD au cours des années 2016/2017,
- de finaliser le projet de loi y afférent pour 2017,
- d'inscrire le projet des Archives dans le pluriannuel 2017 du Fonds Belval, projet à financer conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création de cet établissement public.

En vue de la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Esch-Belval, plusieurs réunions de travail ont eu lieu avec les responsables du Fonds Belval et l'architecte en charge du projet. L'avant-projet définitif (APD) a été déposé le 6 septembre 2019 par la maîtrise d'œuvre globale. La remise du projet de loi relatif au nouveau bâtiment des ANLux est prévue pour le 1^{er} trimestre 2020.

Inondation au Parking du Saint Esprit

Suite à l'obstruction d'une canalisation d'eau au Parking du Saint Esprit, un dépôt des Archives nationales, situé au niveau -5 du Parking, a été inondé pendant l'après-midi du 25 juillet. Grâce à l'intervention rapide des Pompiers de la Ville de Luxembourg, des services de la canalisation et des services de l'Administration des Bâtiments publics, le problème a pu être rapidement identifié et l'eau a été évacuée.

Néanmoins le constat des dégâts s'élève actuellement à quelque 750 mètres linéaires de documents endommagés. Sont concernés les fonds du Ministère des Affaires étrangères (ambassades et consulats), de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), de la Police, la collection des journaux (qui sont numérisés pour la plus grande partie) ainsi que deux fonds privés.

Les archives endommagées ont été mises entretemps en sécurité dans des espaces frigorifiés. Cet incident grave montre une fois de plus l'urgence de la construction d'un nouveau bâtiment.

LA LOI RELATIVE A L'ARCHIVAGE

La loi relative à l'archivage, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2018

- donne une définition précise des termes « archives » et « archives publiques »
- oblige les producteurs ou détenteurs d'archives publiques de proposer le versement de leurs archives aux Archives nationales
- fixe une réglementation claire, compréhensible et applicable concernant
 - la conservation des archives publiques
 - le choix des archives publiques dignes d'une conservation définitive
 - le versement des archives publiques aux Archives nationales
 - la communication des archives aux citoyens
 - la reproduction et la publication des archives
 - la destruction d'archives publiques sans valeur historique, scientifique, culturelle, économique ou sociétale

- attribue aux Archives nationales une mission d'encadrement en ce qui concerne la gestion et la conservation des archives publiques
- édicte des règles assurant une protection adéquate des archives publiques
- prévoit des dispositions visant la sauvegarde des archives privées d'intérêt historique
- institue un Conseil des archives et en définit les missions
- modifie et abroge un certain nombre de textes ou dispositions légales contraires aux principes de la présente loi.

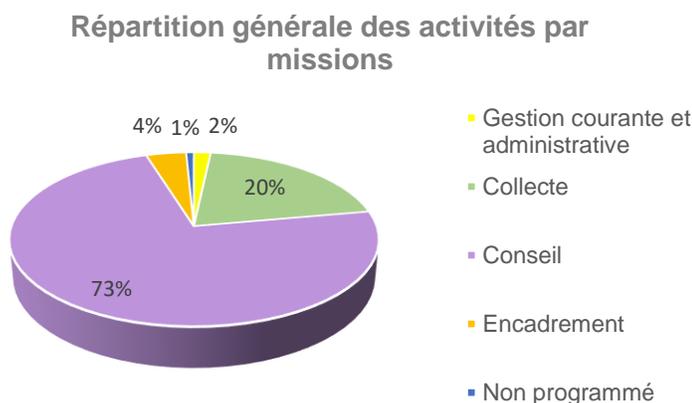
La nouvelle loi relative à l'archivage permet désormais une meilleure gestion de l'information et des archives au niveau national. Celle-ci est capitale notamment pour le maintien de la mémoire collective du Luxembourg et pour le bon fonctionnement de l'administration publique et du système démocratique. Désormais les Archives nationales peuvent remplir leur mission d'une manière efficace et garantir ainsi la sauvegarde et l'accès au patrimoine archivistique national.

La mise en œuvre de loi du 17 août 2018 a nécessité un certain nombre de travaux et d'adaptations au sein-même des Archives nationales. Ainsi, la responsable de la section contemporaine a entamé les travaux découlant de l'adaptation des fonds aux nouvelles données de la loi (inventorisation de dossiers « sur demande », « vérification délais », détermination des délais de protection, élaboration de procédures pour les demandes de dérogation, inventaires nominatifs ne pouvant apparaître en ligne avant 75 ans).

LE SERVICE COLLECTE, CONSEIL ET ENCADREMENT

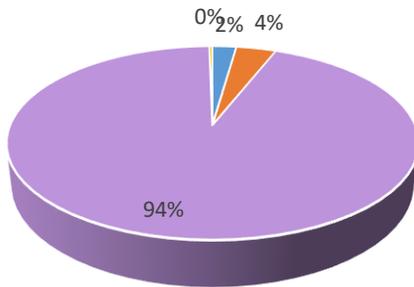
L'année 2019 a notamment été marquée par le lancement des travaux d'envergure concernant l'élaboration des tableaux de tri pour les producteurs et détenteurs d'archives publiques relevant du régime général, conformément à l'article 6 de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage. L'équipe du SCCE a vu ses effectifs plus que doubler grâce au renfort de personnels externes dans le but de relever ce nouveau défi, mais également afin d'assurer les autres missions dont le volume est également en forte hausse. Le service compte ainsi 7.5 ETP au 31/12/2019.

Synthèse des missions du service



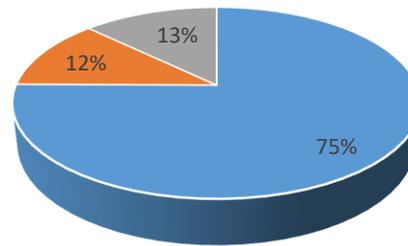
L'activité de conseil est largement majoritaire car elle comporte notamment le projet « tableau de tri » qui mobilise l'effort le plus important du service. La collecte représente une part toujours significative des missions et continue de se développer. Les missions les plus représentatives se détaillent comme suit :

Répartition détaillée - conseil



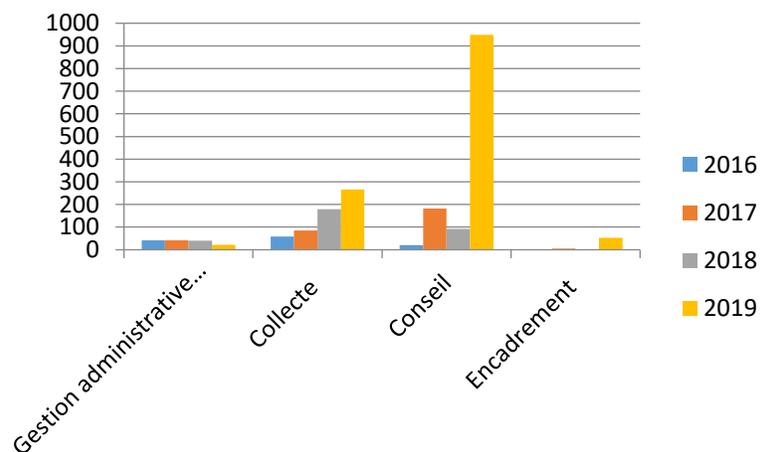
- Conseil - activité quotidienne
- Formation INAP
- Tableau de tri

Répartition détaillée - collecte



- Collecte - visite et suivi des versements
- Import des inventaires sommaires
- Traitement d'archives

Evolution de la répartition des activités en J/H

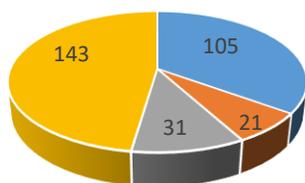


Pour l'exercice 2019, le service a effectué 291 visites auprès de producteurs d'archives, soit une augmentation de plus de 180% par rapport à l'exercice 2018. Le SCCE n'aura jamais été aussi proche de ses interlocuteurs avec un déploiement réellement significatif sur le terrain. Les administrations et les ministères sont logiquement majoritaires, étant donné qu'il s'agit de notre public cible. Le détail des visites est développé dans les sections suivantes.

Evolution du nombre de visites auprès des producteurs d'archives

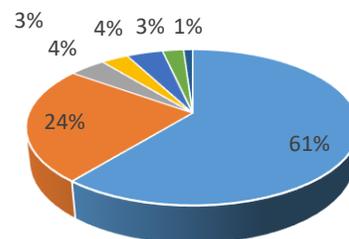


Répartition des types de visite



■ Collecte ■ Conseil
■ Encadrement ■ Tableau de tri

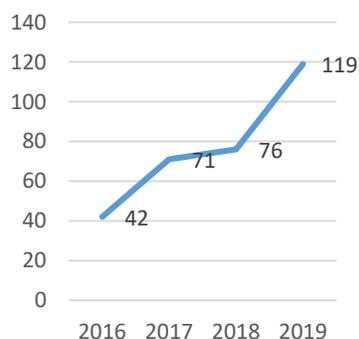
Répartition des producteurs par type



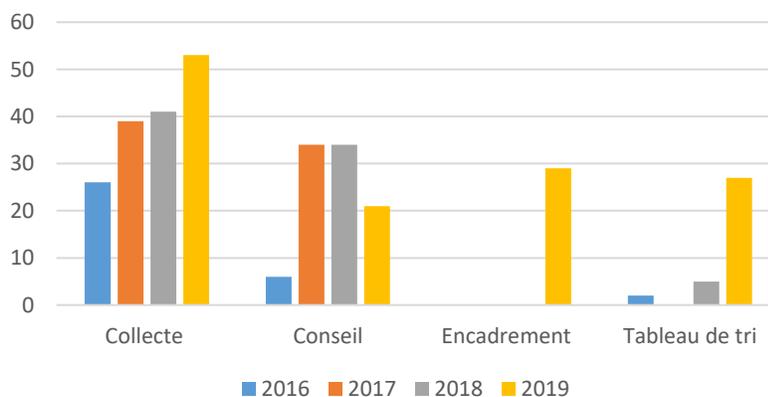
■ Administrations ■ Ministères
■ Etablissements publics ■ Notaires
■ Communes ■ Justice
■ Privé

Le tableau de bord du SCCE compte 119 nouveaux tickets ouverts pour l'exercice 2019, soit une hausse des sollicitations de 56% par rapport à l'année 2018. De nouveaux tickets ont notamment été ouverts dans le cadre de la mission d'encadrement, nouvellement mise en place, ainsi que pour les tableaux de tri. Notons également que les tickets liés aux actions de collectes sont majoritaires et toujours en augmentation.

Evolution du nombre de tickets ouverts



Répartition des tickets par type



■ 2016 ■ 2017 ■ 2018 ■ 2019

Mission de collecte

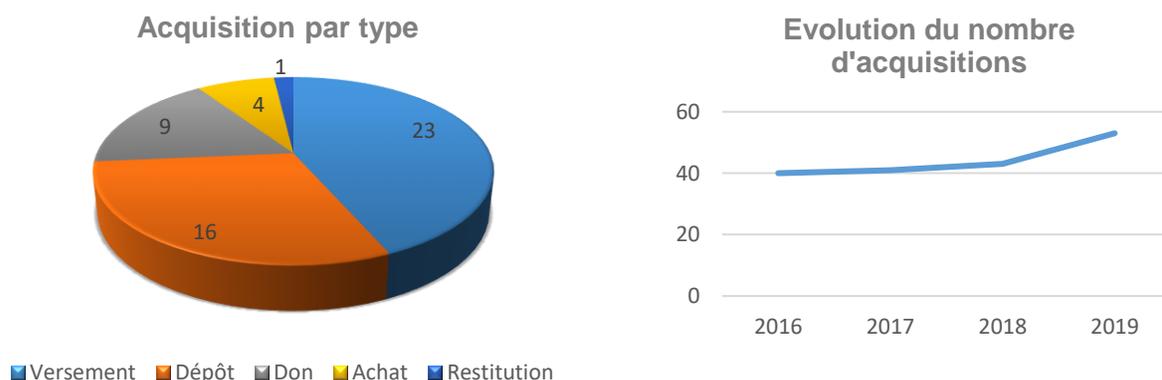
Pour l'exercice 2019, 230 jours/hommes ont été consacrés aux travaux liés à la collecte, soit une augmentation de 60% par rapport à l'exercice 2018. Il s'agit d'une hausse programmée, conséquence directe de l'entrée en vigueur de la loi.

En effet, selon l'article 26 de la loi précitée, toutes les archives de plus de 70 ans devaient être proposées au versement avant le 1^{er} septembre 2019. Cette disposition transitoire a donné lieu à un travail conséquent pour nos archivistes, à la fois en matière de visites sur site mais également de traitement. Les archives ainsi collectées, bien que représentant généralement un volume assez faible pour chaque producteur, ont été versées en l'état. Le SCCE a entièrement pris en charge le reconditionnement et les travaux d'inventorisation de ces documents.

En raison d'une utilité administrative encore active, certains documents de plus de 70 ans restent conservés dans les ministères ou administrations producteurs, ce qui est notamment le cas pour l'Administration du cadastre et de la topographie en ce qui concerne les plans cadastraux ou bien encore pour l'Administration de l'enregistrement et des domaines pour les documents ayant traités aux hypothèques.

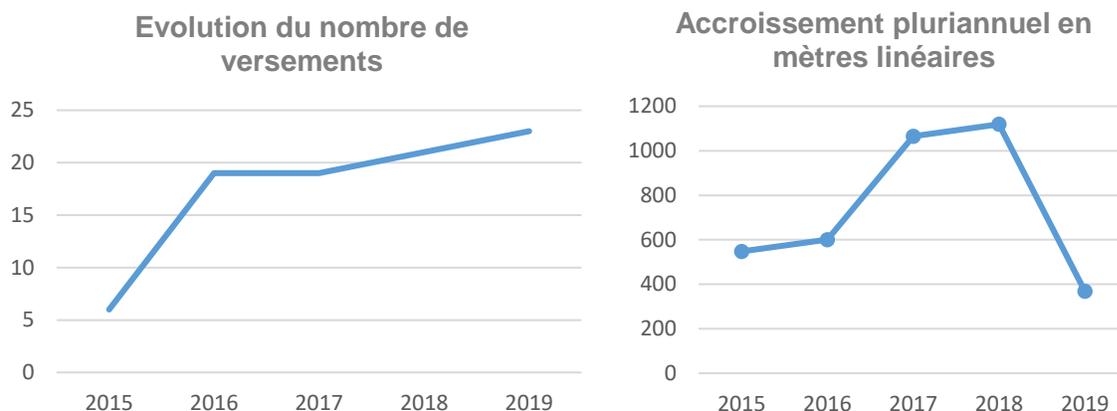
A noter également de nombreux versements issus des commissariats ou de la Direction centrale de la Police, conséquence des travaux de réorganisation entrepris dans cette institution depuis 2017.

Les registres d'état civil de plus de 100 ans (naissances, mariages et décès) ont également été collectés jusqu'à l'année 1919 pour les deux tribunaux d'arrondissement conformément à l'article 43 du Code civil, exceptés pour les registres reliés couvrant une période postérieure à l'année 1919.



Indépendamment de leur type (versement, dépôt, don, legs et achat) 53 acquisitions sont enregistrées dans le registre y relatif, soit une légère augmentation de 23% par rapport à l'année 2018. Des informations complémentaires relatives aux acquisitions réalisées par les différentes sections des ANLux sont consultables dans le registre des acquisitions.

Concernant plus particulièrement les travaux du SCCE en matière de collecte d'archives publiques, 23 versements ont été réalisés, pour un total de près de 387 mètres linéaires. Bien que le nombre de versements soit en très légère hausse par rapport à l'exercice 2018, le volume y relatif subit une nette baisse de 65% par rapport à 2018, année marquée par la prise en charge de volumineux versements des instances judiciaires suite à la mise en place d'une dérogation spécifique.



Relevé des versements :

N° de versement	Producteur	Objet	Dates extrêmes	Volume en ml*
2019/00001	Étude notariale de Me Seckler	Minutes des notaires F. Altwies, Ph. Dupont et Henri Funck	1920 - 1958	4.2
2019/00003	Centre pénitentiaire de Luxembourg	Archives de l'administration pénitentiaire relatives à différents centres pénitentiaires	1937 - 2008	12.0
2019/00004	Commissariat de police d'Esch-sur-Alzette	Procès-verbaux et rapports d'enquête du Commissariat de Police d'Esch-sur-Alzette	1988 - 1999	17.5
2019/00005	Service de Police judiciaire	Archives des sections stupéfiants et de la police technique et scientifique de la Police judiciaire	1974 - 2007	56.0
2019/00008	Étude notariale de Me Metzler	Minutes du notaire Auguste-Nicolas-Pierre Metzler	1950 - 1958	3.5
2019/00012	Administration de la nature et des forêts - Arrondissement Est (LU-Grevenmacher)	Archives administratives et des activités cœur de métier	1623 - 1988	10.6
2019/00015	Étude notariale de Me Loesch	Minutes des notaires Henri Ernest Kox, Bourg, Adolphe Gantenbein, Georges Metzler, Paul Cravat, Léon Gantenbein et Joseph Knaff	1914 - 1959	1.7
2019/00016	Étude notariale de Me Moutrier	Minutes de Me René Wagner	1959 - 1959	0.5

2019/00017	Service de métrologie légale	Reliquats du Service de métrologie légale	1929 - 1990	0.5
2019/00018	Commissariat de police de Remich	Archives de la gendarmerie et du Commissariat de police de Remich	1877 - 2010	22.0
2019/00020	Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	Gestion de fondations, dons et legs par différents organismes sociaux	1892 - 1970	0.2
2019/00021	Parquet du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg (LU-Luxembourg)	Ad Acta	1989 - 2011	220.0
2019/00026	Administration des contributions directes	Reliquat des archives de l'administration des contributions directes de plus de 70 ans	1937 - 1999	0.3
2019/00028	Ministère de l'Intérieur	Dossiers concernant la régularisation des décès de Luxembourgeois hors du territoire national lors de la Seconde Guerre mondiale	1934 - 2004	2.0
2019/00029	Étude notariale de Me Lux	Minutes et répertoires du notaire Hyacinthe Glaesener	1957 - 1958	0.7
2019/00030	Commissariat de police de la Ville haute	Procès-verbaux et rapports du Commissariat de Police Luxembourg Ville-Haute	1977 - 2000	5.8
2019/00033	Inspection générale de la Sécurité sociale	Reliquats relatifs aux prestations sociales et à la Sécurité sociale	1897 - 1989	0.4
2019/00034	Maisons d'Enfants de l'Etat	Archives historiques de l'Hospice, du centre et de l'Orphelinat du Rham	1920 - 1921	17.3
2019/00037	Commissariat de Vianden	Procès-verbaux et rapports de la Gendarmerie et du Commissariat de Vianden	1918 - 1998	8.8
2019/00040	Tribunal d'arrondissement de Diekirch	État-civil	1779 - 1919	1.2
2019/00042	Administration de la nature et des forêts - Arrondissement Est (LU-Grevenmacher)	Cartes sur la composition des sols des villages de Hagelsdorf et Wecker et du village d'Oberdoven	s.d.	0.0
2019/00044	Tribunal d'arrondissement de Luxembourg	État-civil	1913 - 1919	1.6
2019/00053	Kanerz Art - SARL	Archives du Zivilverwaltung (CHZ) et relatives aux dommages de guerre et spoliations	1940 - 1960	
Total :				387

* Mètres linéaires

Le SCCE accompagne toujours activement les producteurs d'archives publiques dans la préparation de leurs versements par des formations individualisées et par des visites d'évaluation et de contrôle.

Concernant le matériel de conditionnement définitif mis à disposition gracieusement pour les producteurs d'archives souhaitant verser leurs archives aux ANLux, environ 6.400 boîtes d'archivage et 8.200 fardes chimiquement neutres ont été mises à disposition, soit une hausse de respectivement 35% et 39% par rapport à 2018.

Outre les visites d'évaluation et les traitements de fonds, le SCCE a également entrepris de reprendre dans la base de données SCOPE, les acquisitions postérieures à la mise en production du registre des acquisitions en 2015. Ainsi, 391 acquisitions ont été enregistrées, dont la plus ancienne remonte à 1962. Ce travail se poursuivra sur 2020 afin de compléter ce registre et de centraliser l'information dans un seul outil de gestion.

Enfin, dans la perspective de l'import des inventaires issus des versements dans la base de données SCOPE, 133 inventaires ont été contrôlés et remaniés. Le niveau d'intervention des archivistes est variable : pour les inventaires issus des dernières campagnes de formation à un versement d'archives, les données sont majoritairement conformes à la procédure, mais pour la reprise d'inventaires plus anciens pour lesquels les règles d'inventorisation n'étaient pas fixées ou non applicables, le travail de rétro-conversion peut être beaucoup plus conséquent.

De nombreux versements sont en préparation pour 2020 suite à la mise en œuvre des tableaux de tri, générant de ce fait, des traitements d'arriérés conséquents pour les producteurs, quant à leur nombre et à leur volume.

Mission de conseil

La mission de conseil a subi une hausse spectaculaire d'activité de plus de 930% eu égard au lancement du projet tableau de tri et l'implication de 5.5 ETP sur ce projet.

Pour l'activité de conseil en général, les demandes ont majoritairement porté sur les implications de l'entrée en vigueur de la loi relative à l'archivage qui a suscité de nombreuses interrogations malgré les réunions d'information réalisées en septembre 2018.

Ce sont les régimes dérogatoires et plus particulièrement les établissements publics qui ont le plus sollicité le SCCE du fait de leur responsabilité quant à la conservation et à la gestion des archives durant l'intégralité de leur cycle de vie, mais aussi à propos de la réalisation d'un tableau de tri et de la gestion de la communicabilité de leurs archives. La loi leur permet de consulter les ANLux pour avis, ce qui a été fait pour certains. Cette demande de conseil montre l'implication de ces établissements dans leur volonté de collaborer activement avec les ANLux.

- Elaboration des tableaux de tri

Il s'agit d'un dispositif fondamental prévu dans le cadre de la loi suscitée. Tous les producteurs et détenteurs d'archives publiques relevant du régime général (ministères et administrations) ont l'obligation de réaliser un tableau de tri de leurs archives, endéans les 7 années suivant l'entrée en vigueur de la loi.

Pour mener à bien cette mission, un budget spécial a été alloué aux Archives nationales. En effet, le SCCE n'ayant pas un nombre suffisant de ressources humaines pour réaliser ce projet d'envergure, un marché public visant la mise à disposition d'une équipe de consultants a été attribué, le 7 janvier 2019, à la société LABgroup. L'équipe complète est ainsi composée d'un chef de projet, d'un responsable de projet et de 4 archivistes.

La planification pluriannuelle sur les 7 années prévoit le programme suivant, par grands domaines de compétences :

Planning prévisionnel pluriannuel



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Culture		Travail		Enseignement supérieur	Sports	
Mobilité, travaux publics, environnement et développement durable			Logement		Sécurité sociale	
Economie	Sécurité intérieure	Egalité des chances		Agriculture		
Fonction publique		Education nationale				
Finances			Santé			
Etat					Famille	
Intérieur		Ministère de la Digitalisation				
Affaires étrangères			Affaires étrangères			
Justice						

6

Pour l'exercice 2019, le SCCE a collaboré avec 22 ministères ou administrations dans le cadre de la réalisation de leur tableau de tri. Les organismes visés sont :

- Projets finalisés (2) :
 - Service information et presse
 - Agence pour le développement de l'emploi



Signature du tableau de tri du SIP le 19/11/19



Signature du tableau de tri de l'ADEM le 03/12/19

- Projets en phase de finalisation (16) :
 - Ministère de la Culture
 - Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Ministère de la Justice
 - Ministère de la Mobilité et des Travaux publics - Département des travaux publics
 - Ministère de la Mobilité et des Travaux publics - Département de la mobilité et des transports
 - Ministère de l'Intérieur
 - Administration des bâtiments publics
 - Archives nationales de Luxembourg
 - Armée luxembourgeoise
 - Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État
 - Centre national de littérature
 - Inspection générale des finances
 - Institut de formation de l'éducation nationale
 - Institut national d'administration publique
 - Institut national de la statistique et des études économiques
 - Service central de législation

- Projets en phase d'évaluation/révisions/amendements (4) :
 - Ministère des Affaires étrangères et européennes
 - Administration du cadastre et de la topographie
 - Centre national de l'audiovisuel
 - Service des médias et des communications

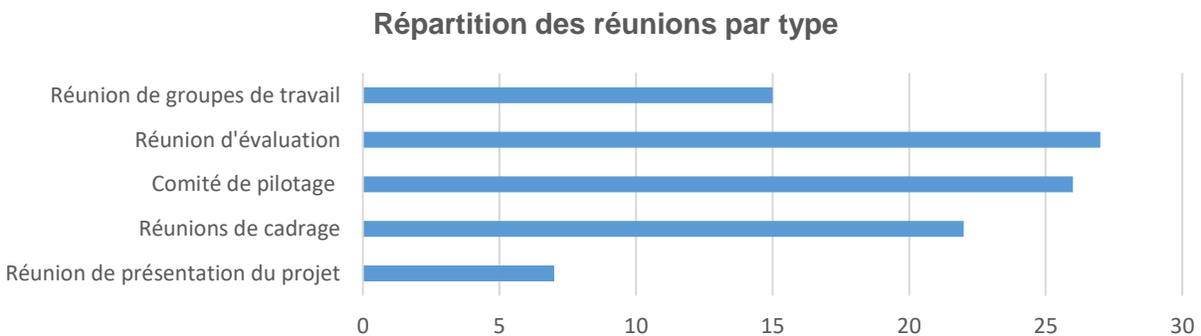
Chaque projet prévoit 5 phases :

- une phase de cadrage permettant notamment l'identification des acteurs du projet, sa durée et son organisation ;
- une phase d'étude préliminaire permettant de prendre connaissance de la structure de l'organisme via son organigramme, son historique, sa base légale, ses procédures etc. ;

- une phase d’entretiens permettant la collecte des informations directement auprès des acteurs les plus représentatifs des missions de l’organisme ;
- une phase de restitution et d’ajustement des informations dans le projet de tableau de tri ;
- une phase d’analyse collégiale qui se conclue par la signature du tableau de tri pour l’organisme.

La signature d’un tableau de tri constitue un moment particulièrement important car l’organisme entre ainsi juridiquement dans le champ d’application de la collecte des archives publiques. Les dispositions transitoires de l’article 26 de la loi relative à l’archivage ne s’appliquent alors plus.

Au cours de cette première année de projet, 461 entretiens ont été réalisés par nos 4 archivistes/records manager nomades et 97 réunions ont mobilisé la tête de l’équipe projet.



Bien qu’il s’agisse d’une obligation légale imposée aux producteurs et détenteurs d’archives publiques qui s’ajoute à leur charge de travail habituelle, les projets ont été majoritairement bien accueillis et une collaboration fructueuse s’est établie entre les ANLux et les différents producteurs.

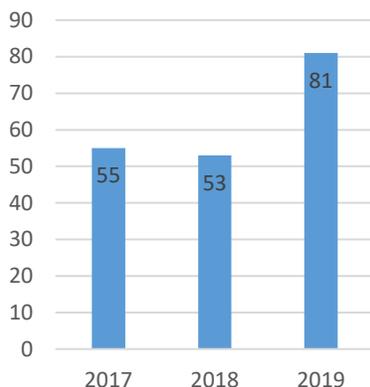
Le lancement de 28 nouveaux projets est prévu pour l’année 2020 auxquels s’ajoutent les 20 projets à finaliser de l’exercice 2019 : le rythme de travail reste très soutenu pour notre équipe dédiée aux tableaux de tri.

– Formations en archivistique

Les formations auprès de l’Institut national d’administration publique ont été reconduites et développées avec l’ajout d’une nouvelle formation dédiée à la réalisation des tableaux de tri, spécifiquement conçue pour le régime dérogatoire. Les trois formations proposées sont donc :

- Initiation à la gestion des documents et des archives : 3 sessions de 2 jours
- Versement d’archives papier aux ANLux : 2 sessions d’une journée
- Réaliser un tableau de tri : 1 session de 2 jours

Evolution du nombre de personnes formées



Le taux de satisfaction générale sur ces trois formations a atteint un score parfait : 100 % personnes satisfaites à très satisfaites. L'alternance entre parties théoriques et pratiques semble être appréciée par les stagiaires, ainsi que l'animation de la formation qui utilise divers moyens pédagogiques de manière dynamique.

Les stagiaires sont soit des agents que le SCCE a rencontrés sur le terrain dans le cadre de visites, soit des agents que nous retrouverons par la suite pour des missions de collecte ou de conseil. Les retombées pratiques de ces formations constituent donc de sérieux atouts pour le développement de l'approche archivistique dans le secteur public.



1^{ère} formation « Tableau de tri » le 15/05/19



Formation « Versement » du 27/11/19

De plus, une formation spéciale a été dispensée auprès d'étudiants dans le cadre du séminaire bloc de l'École d'archivistique de Marbourg, le 23 mai 2019, avec pour sujet : « L'évaluation des archives publiques au Luxembourg, une discipline qui s'inscrit dans un nouveau cadre légal. »

- Réalisation de brochures d'information sur la gestion des archives



La recommandation relative à la procédure pour les versements d'archives papier aux ANLux a été mise à jour suite à la publication officielle du Règlement grand-ducal du 9 octobre 2019 fixant les modalités d'établissement des tableaux de tri, de destruction d'archives, de versement et de transfert d'archives. Elle sera publiée au courant du mois de février 2020.

Afin de répondre aux besoins pratiques des ministères et administrations, deux brochures d'information sont en cours de réalisation. La première a trait à la réalisation d'un récolement d'archives et la seconde à la mise en place d'un plan de classement.

Mission d'encadrement

L'entrée en vigueur de la loi relative à l'archivage ainsi que la publication du règlement grand-ducal du 9 octobre 2019 relatif à l'exercice de la mission d'encadrement des archives publiques par les Archives nationales ont permis de lancer la mission d'encadrement des producteurs et détenteurs d'archives publiques. Le détail de la mission d'encadrement est consultable dans le rapport annuel y relatif.

- État des lieux

Un grand état des lieux national a été lancé en 2019 afin de connaître et évaluer la situation actuelle de l'archivage au niveau des producteurs et détenteurs d'archives publiques et de mieux cibler les points critiques pour établir des recommandations en conséquence.

Le SCCE a réalisé des visites d'état des lieux auprès de 23 organismes étatiques. Les ministères et administrations visés sont principalement ceux pour lesquels le tableau de tri sera réalisé en 2020 ou 2021. En effet, ce premier échange sur le thème de la gestion de l'archivage a permis de nouer des contacts et d'introduire le projet à venir, outre les constats spécifiques liés à l'état des lieux.

- Destruction d'archives publiques

Selon l'article 4(4) de la loi relative à l'archivage, les communes sont tenues d'informer les Archives nationales en cas de destruction d'archives.

Au cours de l'exercice 2019, 6 informations de destruction ont été adressées par différents services de la Ville de Luxembourg. Suite à des visites d'évaluation, aucune opposition à ces destructions n'a été formulée par les ANLux.

Identifiant	Secteur	Nom de l'organisme	Volumétrie en ml	Période
2019/0001	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Les deux musées de la ville	4	1990-2009
2019/0002	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Service des théâtres	2.5	1993-1998
2019/0003	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Service des autobus	9	1965-2016
2019/0004	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Service des autobus	5	1990-2008
2019/0005	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Secrétariat général	0.001	1988
2019/0006	COMMUNAL	Ville de Luxembourg, Service des autobus	5.3	1996-2014
Total :			25.801	

- Réseau des délégués à l'archivage

La loi relative à l'archivage ambitionne de constituer un réseau des délégués à l'archivage, réseau de professionnels de l'archivage, coordonné par les Archives nationales.

Pour l'exercice 2019, 14 organismes ont officiellement nommé un délégué à l'archivage :

- Ministère d'État
- Ministère de la Culture
- Ministère de l'Économie
- Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes
- Ministère de la Sécurité intérieure
- Administration de la navigation aérienne
- Administration des contributions directes
- Administration pénitentiaire
- Conseil de la concurrence
- ILNAS
- Musée national d'histoire et d'art
- Service de la navigation fluviale
- Services médicaux du secteur public
- Service des sites et monuments nationaux
- Trésorerie de l'État

L'exercice 2020 vise notamment à développer le réseau par l'identification exhaustive de tous les délégués et renforcer l'animation dudit réseau.

LES INVENTAIRES

Les fonds suivants ont fait l'objet de travaux :

Section ancienne:

- Mise en ligne de l'inventaire du fonds d'Ansembourg (A-L)
- Nouveau plan d'archivage pour le fonds de la Commanderie teutonique de Luxembourg (A-XXXVII)
- Informatisation d'un répertoire de notaires de l'Ancien Régime de Nicolas van Werveke
- Inventaire des « Archives des notaires Ledure – 1722-1911 », un fonds d'archives privées en provenance d'études notariales
- Inventaire du fonds d'archives privées « Pretemer – 1570-1825 »

Section moderne :

Fonds modernes

- Suite de l'inventaire de plusieurs fonds concernant la forteresse de Luxembourg (e.a. les archives du commandant provincial, du capitaine de l'artillerie et du chef du dépôt d'artillerie) en provenance de La Haye
- Suite à la clôture du projet d'indexation collaborative, mise en ligne dans Scope (Régime français et Gouvernement provisoire des Alliés / Conscription et recrutement) de l'inventaire d'environ 3000 actes mortuaires de conscrits du département des forêts, morts au service de la France pendant la période de 1798 à 1814
- Suite de l'inventaire détaillé des dossiers de la série « Villes et communes » du Régime français et du gouvernement provisoire des alliés (communes A à Mompach achevées)

Département des cours et tribunaux

- Suite de l'inventaire des dossiers de la cour d'assises du Grand-Duché de Luxembourg (1900-1940) dans le cadre du projet Histoire de la justice

Section économique :

Fonds Commerce et Industrie

- Travaux d'inventorisation et de reconditionnement du fonds (en cours)

Fonds Inspection des Mines

- Travaux d'inventorisation du fonds en vue de sa numérisation (en cours)

Section contemporaine :

- Continuation de la ré-inventorisation du Fonds du Ministère des Travaux publics (travail toujours en cours)

- Continuation de l'inventorisation du Fonds Reconstruction
- Vérification de l'inventaire du Service agricole et viticole (en cours)
- Inventorisation et reconditionnement du fonds Emile Peters dans le cadre du projet Histoire de la justice
- Inventorisation et reconditionnement d'une partie des archives du Ministère de la Justice dans le cadre du projet Histoire de la justice
- Inventorisation et reconditionnement des documents du fonds des dommages de guerre de la Deuxième Guerre mondiale
- Réalisation d'un inventaire sommaire de documents se trouvant actuellement au Consistoire Israélite de Luxembourg et qui concernent surtout la période de l'après-guerre
- Achèvement et mise en ligne de l'inventaire du Fonds du Ministère des Finances
- Inventorisation du fonds Chef der Zivilverwaltung avec mise en ligne du Landratsamt Diekirch au mois de janvier 2019
- Inventorisation du fonds TALNI (travail toujours en cours)
- Inventorisation et reconditionnement du Fonds Travail et prévoyance sociale

Les historiens de la section contemporaine ont poursuivi les travaux découlant de l'adaptation des fonds aux nouvelles données de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage (inventorisation de dossiers « sur demande », « vérification délais », détermination des délais de protection, élaboration de procédures pour les demandes de dérogation, etc.). Les demandes sont particulièrement importantes pour les fonds Affaires politiques, Epuration et Police des étrangers.

Avec l'aide du service informatique et de l'équipe du guichet unique des formulaires des demandes de dérogation de consultation et de reproduction ont été mis au point afin de faciliter ces démarches administratives.

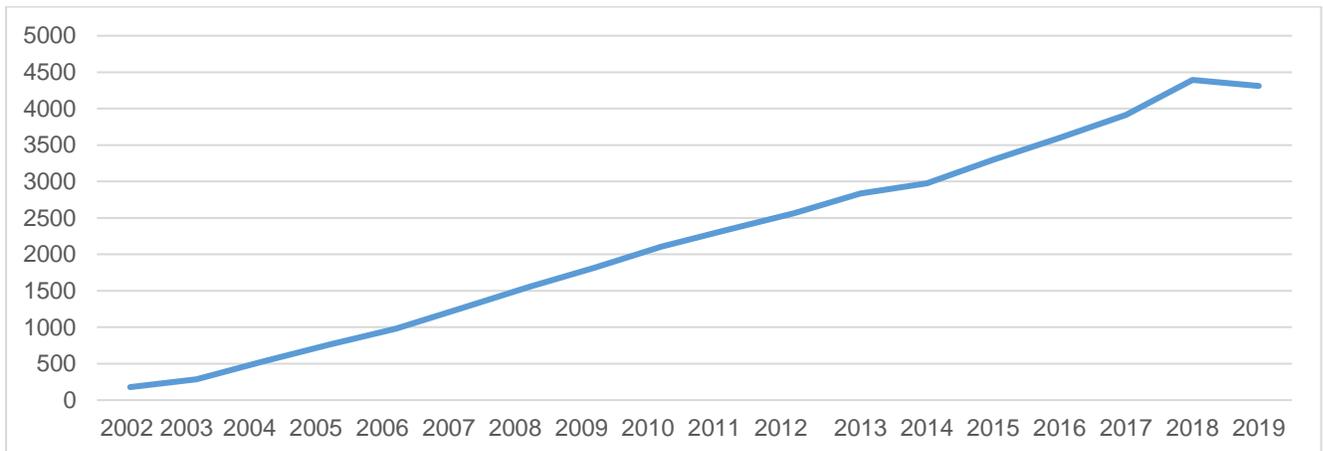
Les inventaires détaillés sont publiés dans la base de données des Archives nationales et consultables en ligne par le site internet « www.anlux.lu »

LES LECTEURS DES ARCHIVES NATIONALES

Face aux difficultés liées à la dispersion des dépôts sur plusieurs sites et face à l'augmentation constante du nombre des lecteurs, les ANLux ont mis en route un certain nombre de mesures pour optimiser le Service accueil pour permettre de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des lecteurs.

Au courant de l'année 2019, les Archives nationales ont accueilli 275 nouveaux clients.

Evolution du nombre d'utilisateurs actifs inscrits aux Archives nationales :



La légère diminution du nombre d'utilisateurs actifs est due à un effort de mise à jour des données personnelles des utilisateurs inscrits aux Archives nationales dans le cadre de la mise en conformité RGPD et ceci suite à la rédaction du rapport d'analyse de conformité des processus « client » par rapport aux obligations légales du RGPD (identification, analyse de l'existant, détermination des écarts et planification des actions de remédiation).

Le Service reproduction a effectué environ 8.200 numérisations à la demande de clients et de collaborateurs ANLux en 2019 ainsi que pour divers projets de numérisation, ce qui constitue une augmentation significative (+ 148 %) par rapport aux numérisations effectuées en 2018 (3.300).

[Le service généalogique](#)

Les responsables du service généalogique guident et soutiennent les lecteurs dans leurs recherches et transmettent bon nombre de copies d'actes. En 2019, 515 demandes relatives à la généalogie ont été traitées soit par téléphone, soit par écrit – dont 270 réponses liées à des recherches d'actes et 245 d'ordre plus général, comme par exemple des explications sur l'état civil en ligne.

[Le conseil scientifique aux lecteurs](#)

Les responsables des différentes sections assistent régulièrement les lecteurs dans leurs recherches effectuées aux Archives nationales.

- Conseil et guidance de chercheurs, notamment du C²DH, pour les projets de recherches : cette tâche occupe une place importante dans la vie quotidienne de la Section contemporaine par le fait qu'il y a beaucoup de demandes et par le fait que ces demandes s'accompagnent souvent de recherches supplémentaires, de vérifications, de travaux d'inventorisation et de fixation de délais de protection.

- Conseil des organisateurs de l'exposition sur le « Luxembourg et le Portugal, pays d'accueil », inaugurée le 13 février 2020 au Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumunster
- Participation au comité scientifique de l'exposition #wielewatmirsinn – 100 ans de suffrage universel au Luxembourg
- Participation au comité scientifique du projet du C²DH et du Ministère de la Justice dans le cadre du projet Histoire de la justice
- Participation au comité scientifique du Musée national de la résistance dédié à l'élaboration de la future exposition dudit musée
- Présence au colloque « Le Luxembourg et la « grande région » au sortir de la Première Guerre mondiale » le 17 octobre 2019.

LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS

Les Archives nationales conservent dans leurs dépôts un certain nombre de documents qui ont été endommagés au cours des temps et qui nécessitent une restauration pour être à nouveau mis en consultation.

Les grands projets de restauration sont réalisés par des entreprises spécialisées en Allemagne et en France :

- Dépoussiérage, nettoyage, restauration et reconditionnement de 26 liasses des budgets et comptes des communes et des établissements publics de 1881-1890
- Dépoussiérage, nettoyage et reconditionnement de 12 ml du fonds de la Cour d'Assises
- Restauration de 318 plans du fonds de l'Administration de la Nature et des Forêts
- Restauration et reconditionnement de 5 liasses du Conseil provincial.

Au cours de l'année 2019, 16 projets de restauration ont été réalisés dans l'atelier des ANLux.

LA BIBLIOTHEQUE

Les Archives nationales mettent à disposition de leurs lecteurs tout livre de référence utile à la compréhension des documents d'archives conservés en leurs lieux.

Le nombre de livres de la bibliothèque historique des Archives nationales est évalué pour l'instant à 31.586 volumes, dont 17.205 (à savoir environ 54%) sont répertoriés dans le catalogue collectif « bibnet.lu » de la Bibliothèque nationale.

Pour l'année 2019, la bibliothèque a été augmentée de 86 livres et de 113 numéros de périodiques.

La collection des périodiques comporte actuellement 148 titres de périodiques étrangers et 144 titres de périodiques luxembourgeois.

En juillet 2019 a abouti le projet de la réservation en ligne pour la Bibliothèque ANLux. Désormais le lecteur peut commander les publications sur le portail www.a-z.lu. Il s'agit d'une étape importante dans la digitalisation des processus de commandes.

Pour l'année 2019, la Bibliothèque des ANLux compte 279 nouvelles inscriptions et une consultation (depuis juillet 2019) de 183 livres.

LES ARCHIVES DE LA SECTION HISTORIQUE DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

Le fonds manuscrit de la Section historique de l'Institut grand-ducal est conservé aux Archives nationales. Il se compose essentiellement de chartes, chroniques, contrats de notaire et de documents divers. Le total des pièces est estimé à environ 52.000 documents originaux et copies anciennes qui concernent surtout l'histoire des familles et des localités. Ils constituent un élément précieux et important pour l'écriture de l'histoire de notre pays et viennent compléter de façon utile les fonds des Archives nationales.

Durant l'année 2019, 7 demandes ont été traitées.

L'EDUCATION PERMANENTE ET LA VALORISATION DES COLLECTIONS

Visites guidées

Afin de sensibiliser un public plus large aux missions des Archives nationales et au patrimoine y conservé, les ANLux proposent des visites guidées gratuites à travers leurs dépôts et leurs expositions temporaires.

Nombre total de personnes ayant visité les Archives nationales en 2019 : 959 personnes.

Cours de paléographie

Les Archives nationales ont organisé un cours de paléographie allemande (17.9.-15.10.2019) dans les locaux de l'Institut national d'administration publique.

Expositions

Les Archives nationales ont organisé les expositions suivantes dans leurs locaux :

- « Mansfeldschlass – Un château disparu ? (1604-2018) » du 31.01 – 20.04.2019
L'exposition réalisée par les ANLux et l'association des Amis du Château de Mansfeld a montré différents regards sur le château construit par le comte Pierre-Ernest de Mansfeld (15017-1604) à Luxembourg-Clausen après la mort de celui-ci. Une restitution virtuelle du château a fait revivre celui-ci à l'époque de Mansfeld. Basée en majeure partie sur des recherches inédites, l'exposition était placée au service de la promotion du site Mansfeld et de sa valorisation menée actuellement par la Ville de Luxembourg et l'Etat luxembourgeois.

- « Crescendo – 175 ans Maîtrise Sainte-Cécile de la Cathédrale » du 04.07 – 05.10.2019
L'exposition réalisée par les ANLux et la Maîtrise Sainte-Cécile de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg a raconté l'histoire du chœur depuis sa création en 1844 jusqu'à nos jours. Des partitions, programmes, enregistrements, photographies et documents liés à la vie de l'association ont permis de retracer les étapes marquantes de l'histoire du chœur qui a célébré son 175^e anniversaire en 2019, ainsi que son lien avec la vie musicale et sociale au Luxembourg du 19^e au 21^e siècle.
- « Aristides de Sousa Mendes – Un consul portugais entre la conscience humaine et la raison d'Etat » du 28.11.2019 – 22.02.2020
Comme le Portugal est devenu membre effectif de l'*International Holocaust Remembrance Alliance* sous présidence luxembourgeoise fin 2019, les ANLux ont voulu mettre en exergue les relations luso-luxembourgeoises au moyen d'une exposition consacrée à Aristides de Sousa Mendes (1885-1954). Dans sa fonction de consul-général du Portugal à Bordeaux au début de la Seconde Guerre mondiale, cet homme hors du commun sauva la vie de milliers de réfugiés – dont des citoyens luxembourgeois – en leur délivrant des visas au risque d'entrer en opposition directe avec son gouvernement. L'exposition a été placée sous le Haut Patronage de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que de Son Excellence le Président de la République portugaise.

Les Archives nationales ont participé aux expositions suivantes :

- Exposition permanente du Musée Dräi Eechelen
- « L'Europe en actes – Une histoire de l'Europe racontée à travers les actes des notaires » exposition organisée par le Conseil des Notariats de l'Union Européenne du 11.11 – 15.11.2019 à Bruxelles
Exposition virtuelle : <https://www.notariesofeurope-exhibition.eu/fr/actes/luxembourg/>
- « Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich », exposition organisée par l'Administration communale de Pétange du 25.10. – 29.12.2019
- « Umberto Cappellari (1882-1965), photographe, ami et associé de Dominique Lang », exposition organisée par le CDMH du 12.01 – 09.02.2020
- « Et wor emol e Kanonéier. L'artillerie au Luxembourg », exposition organisée au Musée Dräi Eechelen du 26.06.2019 – 22.03.2020
- « Ons Schueberfouer. Vom mittelalterlichen Markt zum Vergnügungsevent », exposition organisée au Lëtzebuerg City Museum du 16.03.2019 – 05.04.2020
- « #wielewatmirsinn – 100 ans de suffrage universel au Luxembourg », exposition organisée au MNHA du 27.09.2019 – 05.09.2020

Publications

Edition des actes du colloque international ARCHIVES NATIONALES DE LUXEMBOURG (éd.), *David & Goliath. L'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg au Zollverein allemand – Die Anbindung des Großherzogtums Luxemburg an den Deutschen Zollverein. 1842-1918*, Imprimerie Exe, Luxembourg, 2019, 424 pages : formatage des différentes contributions ; collecte du matériel iconographique, correction des épreuves; rédaction des conclusions dudit volume en veillant à la fois à rehausser les points forts dégagés par les recherches récentes des collègues nationaux et étrangers d'une part et d'autre part, à établir un nouvel état des connaissances en la matière.

Présentation desdits actes de colloque à l'occasion d'une conférence publique donnée par l'historien Charles Barthel aux Archives nationales : « À qui le Luxembourg de la Belle Époque doit-il son essor économique ? » (11.11.2019).

Activités en ligne

À travers leur site et/ou leur page Facebook, les ANLux informent sur leurs services et leurs activités, donnent accès à leur moteur de recherche ainsi qu'à leurs documents numérisés.

1. Le site web www.anlux.lu
Nombre de pages vues : 148.415 pages (-12.1% par rapport à 2018)
Nombre de visiteurs uniques : 29.947 personnes (-3% par rapport à 2018)
2. Le moteur de recherche en ligne Query :
Nombre de pages vues : 1.207.891 (+1.2% par rapport à 2018)
Nombre de visiteurs uniques : 19.086 (-8% par rapport à 2018)
3. Le site Facebook des Archives nationales :
Nombre de personnes suivant les activités des ANLux sur Facebook : 2.912 personnes (+8,8% par rapport à 2018)
4. La newsletter :
A travers leur newsletter « archinews », les ANLux informent par courriel sur leurs expositions, leurs conférences, les nouvelles mises en ligne de documents historiques ou autres événements importants autour des Archives nationales. En 2019, 12 newsletters ont été diffusées. 2.028 personnes y étaient inscrites.

Colloques et Conférences

- Présentation par l'historien et collaborateur scientifique des ANLux Charles Barthel d'une contribution scientifique au colloque international « La Belgique et les traités de paix, de Versailles à Sèvres (1919-1920) » à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique à Bruxelles (09.05 – 11.05.2019) : *Un formidable butin de guerre*

facile à enlever ? L'échec de la mainmise belge sur les usines sidérurgiques du Grand-duché de Luxembourg (1918-1921)

- Participation de l'historien Charles Barthel à la table ronde « *Der Blick über den Tellerrand – Wissenschaft ein Problem? Thinking out of the box – Is science a problem ?* » du « Internationales Archivsymposion » à Leuven (6 et 7 juin 2019)
- Conférences du conservateur Philippe Nilles sur le projet d'annotation collaborative d'actes mortuaires de soldats de l'époque napoléonienne par les ANLux dans le cadre du « Internationales Archivsymposion » (06.06.2019) à Leuven et dans le cadre du cycle de conférences de l'Institut archéologique du Luxembourg à Arlon (16.10.2019)
- Conférence de l'historien Charles Barthel sur le sujet « *À qui le Luxembourg de la Belle Epoque doit-il son essor économique ?* » et présentation des actes de colloque *David & Goliath – L'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg au Zollverein allemand 1842-1918* (11.11.2019)
- Présentation d'une contribution scientifique par l'historien Charles Barthel au colloque « *1919 – der Versailler Vertrag, die Neuordnung Europas und die deutschen Unternehmen* » de la *Gesellschaft für Unternehmensgeschichte* à la Villa Hügel à Essen, (17 et 18 octobre 2019) : *Aus für den „Zug nach der Minette“ – Der Waffenstillstand von Compiègne und die (Zwangs)Veräußerung der linksrheinischen Besitzungen der Gelsenkirchener und Deutsch-Luxemburgischen Hüttengesellschaften (1918-1919)*.

Projets scientifiques

- Coopération avec l'Uni.lu dans le cadre de l'exposition virtuelle sur la Première Guerre mondiale ; le site y relatif a été présenté en avril 2018.
- Coopération avec le C²DH dans le cadre du projet de recherche « La politique de l'Etat luxembourgeois à l'égard des Juifs (années 1930 – années 1950) » : numérisation de dossiers de membres de la communauté juive de la police des étrangers – détermination des délais de protection à revoir en fonction des mesures stipulées par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage et contribution à l'élaboration de la convention à conclure avec le C²DH.
- Coopération avec le C²DH dans le cadre du projet Histoire de la justice : élaboration de la convention à conclure dans ce cadre.

Le projet Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise

Conduit par les Archives nationales de Luxembourg, le projet Terres rouges est consacré d'une manière générale à la mise en valeur des sources archivistiques relatives à l'industrie du fer des

XIX^e et XX^e siècles, c'est-à-dire du secteur économique qui, sans conteste, est à l'origine de la prospérité du Luxembourg moderne.

- En 2019 le projet Terres rouges a embrassé deux décharges à mi-temps ainsi qu'une décharge à huit heures. Chacun des trois chercheurs poursuit actuellement ses fouilles archivistiques, tantôt au sujet des relations commerciales précoces de *Metz et Cie* à Eich tantôt à propos du procédé de la berginisation (liquéfaction de charbons minéraux) qui intéressa de près l'*Arbed* au cours des années 1920, ou la formation progressive de la communauté d'intérêts entre la *Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-AG* à Differdange et la société des hauts-fourneaux de Rumelange.
- Paul Feltes vient de remporter en décembre le Prix Émile et Aline Mayrisch, 4^e édition, pour son ouvrage *Le Luxembourg, l'Europe et les cartels internationaux de l'acier (1929-1939). Entre concurrence coupe-gorge et marché régulé* paru dans la collection *Terres rouges – histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*, volumes VI.1 / VI.2 édités à la fin de 2018 (522 pages).
- En dehors des travaux couverts par une décharge, Claudine Felten et Juliane Reichert ont soumis de leur propre initiative deux études qui portent chacune sur un aspect novateur, à savoir l'impact de la sidérurgie sur l'environnement naturel. Ces deux ouvrages – *Les répercussions de la sidérurgie sur l'environnement et plus particulièrement les forêts luxembourgeoises (Abschlussarbeit de l'Université de Freiburg 1997)* et *Die Luxemburger Minette-Region: Entstehungsgeschichte und Zukunft von Tagebaugebieten* – sont actuellement à l'étude; ensemble avec une enquête envisagée par Gilles Regener (Archives nationales de Luxembourg) au sujet des scories Thomas dans l'agriculture luxembourgeoise, ils pourraient former le cas échéant le volume VII de la collection *Terres rouges* dont la sortie ne se fera toutefois pas avant l'année prochaine.
- L'année 2021 est également envisagée par Philippe Mioche (professeur émérite de l'Université d'Aix-en-Provence) et Charles Barthel (Archives nationales de Luxembourg) pour la sortie d'un autre volume qui portera respectivement sur l'OPA de *Mittal* sur *Arcelor* et les dessous de la naissance de l'*Arbed* en 1911. Ce volume comprendrait également le travail de candidature de Mirko Biewers, *Les relations entre le monde politico-syndical luxembourgeois et l'industrie sidérurgique du temps de la grande crise (1974-1985)*.

Autres activités

- Contribution à la conférence et à l'exposition « 250 Joer Grenz zu Munneref » du 21.06 au 02.07.2019 à l'Administration communale de Mondorf-les-Bains
- Participation à l'édition 2019 des Journées du Livre et du Droit d'auteur à travers un stand au Cercle Cité à Luxembourg-Ville consacré à la « vue » dans le cadre du rallye « Entdeckt d'Buch mat alle Sënner » organisé les 24 et 27 avril 2019, en collaboration avec la BNL et la Cité Bibliothèque

- Participation à la Journée internationale des Archives à travers quatre visites guidées thématiques « Archives et démocratie » aux ANLux les 12 et 14 juin 2019 et la conférence « Stasi-Schnipsel-Projekt » par le Dr. Bertram Nickolay du Fraunhofer-Institut le 28 juin 2019 à l'Auditorium du Cercle Cité (en collaboration avec le *Veräin vun de Lëtzebuenger Archivisten* – VLA)
- Participation au Urban History Festival organisé par le Lëtzebuerg City Museum à travers deux visites guidées des ANLux les 28 et 29 septembre 2019
- Participation à la 14^e Journée de la Généalogie le 20 octobre 2019 à Walferdange
- Participation à l'édition 2019 des « Walfer Bicherdeeg » les 16 et 17 novembre 2019.

NUMERISATION ET e-ARCHIVES

Il est absolument essentiel que la politique des archives s'appuie davantage sur le développement des nouvelles technologies de la communication. À cet effet, les efforts entamés par les Archives nationales ont été poursuivis pour préparer la numérisation et la mise en ligne progressive des fonds d'archives, adapter les infrastructures existantes aux besoins et mettre un place une plateforme d'archivage électronique pour l'ensemble des administrations de l'Etat.

Mise en œuvre du plan stratégique pluriannuel des projets de numérisation

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de numérisation, il convient de mentionner les projets suivants :

- Projet de numérisation du fonds « Inspection des Mines »
Préparation du fonds, rédaction du cahier des charges et recherche d'un prestataire en vue de la mise en ligne (en cours)
- Projet de numérisation « Registres des conscrits » et « Registres de la milice »
Numérisation et publication sur le portail d'indexation collaborative <http://crowdsourcing.anlux.lu> (en cours)
- Projet de numérisation « SHL Abteilung 15 »
Numérisation des manuscrits du fonds de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal. La finalisation des travaux de description scientifique ainsi que la mise en ligne sont prévus pour 2020.
- Projet de numérisation du fonds « Chambre des Députés »
Numérisation du fonds de la Chambre des Députés en vue de la mise en ligne en 2020

- Projet de numérisation « Transscript »
Numérisation de chartes en provenance de différents fonds d'archives des ANLux, datant des 13^e et 14^e siècles, dans le cadre du projet TRANSSCRIPT, projet de recherche international réunissant des équipes de l'Université du Luxembourg et de l'Université de Lorraine, cofinancé par l'Agence Nationale de la Recherche en France et le Fonds National de la Recherche au Luxembourg. Le projet a pour objet l'étude des pratiques de l'écrit aux derniers siècles du Moyen Âge dans le contexte géopolitique des principautés territoriales de l'ancien espace lotharingien (à la frontière entre le royaume de France et l'Empire) et dans le contexte culturel du premier développement de l'écrit administratif et du passage progressif du latin aux langues vernaculaires. Le duché de Lorraine et le comté de Luxembourg sont au cœur de ce projet.
Une édition en ligne des actes princiers lorrains et luxembourgeois du milieu du XIII^e au milieu du XIV^e siècle, est réalisée grâce à une base de données (finalisé).
- Projet « Actes mortuaires »
Mise en ligne de la publication des images numérisées sur le portail d'indexation collaborative <http://crowdsourcing.anlux.lu>. Extraction des résultats, préparation pour la mise en ligne (finalisé).

Ces sources historiques uniques sont gratuitement téléchargeables sur le site
www.anlux.lu.

Elaboration d'un projet d'archivage électronique à long terme

Le projet de plateforme de préservation numérique à long terme a été démarré en 2010 par le Centre de technologies et d'information de l'Etat, la Bibliothèque nationale et les Archives nationales pour mettre en place une plateforme mutualisée permettant d'assurer la conservation de longue durée de documents numériques.

En 2019, les étapes suivantes ont été réalisées :

- Projet « Triarc »
Analyse des flux métier des Archives nationales, en particulier des changements par rapport à la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage. Rédaction d'un cahier des charges relatif aux besoins de gestion des archives électroniques intermédiaires (tri, sélection, destruction, transfert) (en cours).

Projets stratégiques

- Projet « Autorités »
Groupe de travail « Notices d'autorités personnes » en vue de la mise en œuvre d'une plate-forme commune aux institutions culturelles. Articulation des besoins, choix d'un système candidat, preuve de concept (en cours).

- Mise en conformité des processus clients par rapport au RGPD
Préparation de la mise en conformité, notamment des traitements métier et frontaux avec exposition client. Alimentation du registre DataReg (en cours).
- Mise en place d'interfaces de chargement avec scopearchive
Analyse, conception et développement d'une interface permettant le chargement d'inventaires accompagnés de leur plan de classement dans le système de gestion des archives scopearchive (en cours).
Analyse, conception et développement d'une interface permettant le chargement de fichiers de récolement de contenants-emplacements dans le système de gestion des archives scopearchive (finalisé).
- Migration de l'environnement scopeArchiv
Le projet de migration vers la version 5.3 de scopeArchiv, produit central de gestion archivistique, a été poursuivi. Ce projet est accompagné de projets modernisateurs connexes importants auxquels les ANLux ont participé en tant que client utilisateur de services du CTIE : nouveau stockage, virtualisation (en cours).
- Infrastructure serveur de fichiers
Une migration vers une nouvelle infrastructure de serveurs de fichiers a été lancée en collaboration avec le CTIE (en cours).
- Préparation d'un SLA
Etablissement d'un contrat de services avec le CTIE (finalisé).
- Prêt en ligne Aleph
Mise en place des infrastructures nécessaires pour la réalisation de prêts bibliothèque en ligne via le système Aleph du réseau bibnet.lu (finalisé).
- Qualité des données
Identification des données disponibles, estimation de leur niveau de qualité actuel, définition de chantiers visant à améliorer les données qui le nécessitent en vue de la réalisation d'un de ces chantiers à titre de pilote (en cours).
- Projet « Discover.lu »
Refonte de la plateforme d'accès en ligne (ancien query.an.etat.lu) : détermination de l'envergure et du périmètre des travaux, structuration en « focus groups », premiers ateliers de travail sur les aspects « gestion utilisateurs » et « expérience utilisateur » (en cours).
- Adéquation de l'environnement Java

Suite aux changements de politique de licence de la part de la société Oracle, les ANLux ont procédé au remplacement des composantes Java par des alternatives ouvertes et gratuites (finalisé).

Adaptation des infrastructures informatiques aux besoins

- Dépôt Athénée de Luxembourg
Mise en place des réseaux et des équipements de surveillance environnementale des dépôts (finalisé).
- Capacités de stockage
Extension de capacité du serveur de stockage de 64TB pour les besoins d'archivage intermédiaire et de 100TB pour les besoins d'archivage des copies maître des projets de numérisation (finalisé).
- Virtualisation d'environnements
De futurs environnements de développement, de test et de production pour les applicatifs Scope et Query ont été virtualisés auprès du CTIE, y compris les besoins en bases de données (finalisé).

Participation aux conférences et formations

- Preservica User Forum (Oxford, UK)
- iPres 2019 (Amsterdam, NL)
- Marchés publics

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Dans leur effort d'insérer les ANLux dans les réseaux internationaux et d'accentuer les efforts de collaboration avec les autres instituts nationaux et étrangers, les représentants des ANLux ont notamment participé aux réunions suivantes :

- Réunion EAG/EBNA (European Archives Group/European Board of national Archives) : Dans le cadre de la Présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, la réunion EAG/EBNA a eu lieu à Bucarest (6-7 juin 2019)
- Dans le cadre de la Présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne, la réunion EAG/EBNA a eu lieu à Helsinki (19-20 septembre 2019). Les interventions abordaient essentiellement la collaboration archivistique sur le plan européen, les questions autour de la protection des données personnelles, la mise en œuvre des dispositions du RGPD et l'élaboration d'un guide de conduite y relatif, les politiques et stratégies archivistiques à l'ère digitale (open data, signature électronique, digital humanities) ainsi que sur des projets de digitalisation en masse.

- Internationales Archivsymposion à Louvain du 06.06.2019 – 07.06.2019 sous le titre de « Archive und wissenschaftliche Forschung ».
- Projet APEX – le réseau d'excellence des archives nationales européennes – est la promotion de la collaboration et le développement de l'accès aux documents d'archives sur Internet. Depuis le mois de juillet 2014, les Archives nationales de Luxembourg contribuent activement au Portail européen des archives. Au cours de l'année 2019 les représentants des Archives nationales ont assisté aux réunions du conseil d'administration ainsi qu'aux réunions des coordinateurs nationaux.



Luxembourg > Archives nationales de Luxembourg

Fonds Weimar

- Chartes en provenance de l'abbaye d'Ecclernach
 - Donation d'un bien à Euenach à l'abbaye d'Ecclernach
 - Cession de la cure de Hochem à la chapelle près de l'abbaye d'Ecclernach
 - Biens à Lorentzweiler cédés à l'église St. Symon
 - Différend entre Bertram, prévôt (d'Ecclernach) et l'église Saint-Siméon de Trèves
 - Accord entre l'abbaye d'Ecclernach et Gérard de Geringen sur des biens à Geringen et Gegen
 - Différend entre les abbayes d'Ecclernach et de Himmerode concernant un oratoire à Ecclernach
 - Cession de biens sis à Berg et à Ecclernach à l'abbaye d'Ecclernach
 - Cession de certains biens à l'abbaye d'Ecclernach par Thomas, vicare à Dieblich
 - Henri, abbé d'Ecclernach, accorde un cens de 30 sols à l'abbé de Saint-Benoît
 - Hartungus, évêque de Metz, accorde une indulgence de 40 jours
 - Achat d'un jardin par Thomas, de Holsco, à Lambert, chapelain de l'abbé Saint-Michel
 - Donation d'un cens annuel de 20 sols par Godefroid et Heyka d'Ecclernach
 - Donation d'un cens pour la célébration de l'office du matin par Bartholomé et Catherine
 - Donation de l'abbé Saint-Pierre dans l'église abbatiale par Henri Vain, évêché
 - Spécification des cens liés à la donation de l'abbé Theoderic d'Ecclernach
 - Donation de l'abbé Sans-Wilbrord par Theoderic, abbé d'Ecclernach
 - Spécification des biens liés à la donation de l'abbé Theoderic d'Ecclernach
 - Henri Vain a augmenté la donation pour l'abbé Saint-Pierre et Paul
 - Donation de l'abbé Sans-Michel par l'abbé de Sans-Wilbrord d'Ecclernach
 - Vente d'une rente de 5 sols par Gertrude, veuve de Thilmann, à Gérard de Vanden, recteur
 - Plus
- Chartes en provenance du prieuré de Marienthal
- Chartes de provenances diverses

Présentation du contenu

Theoderic, archevêque de Trèves, déclare que Godefrid de Meysembourg,

Archives numérisées



Envoyer un commentaire au service d'archives

Josée Kirps
Directrice des Archives nationales